

# L'apport des immigrants français aux francophonies canadiennes

Yves Frenette

Number 26, Fall 2008

La langue française en Amérique : dynamiques spatiales et identitaires

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/037986ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/037986ar>

[See table of contents](#)

## Publisher(s)

Les Presses de l'Université d'Ottawa  
Centre de recherche en civilisation canadienne-française

## ISSN

1183-2487 (print)

1710-1158 (digital)

[Explore this journal](#)

## Cite this article

Frenette, Y. (2008). L'apport des immigrants français aux francophonies canadiennes. *Francophonies d'Amérique*, (26), 309–330.  
<https://doi.org/10.7202/037986ar>

## Article abstract

This article draws on existing studies and some published primary sources to report on the contribution of French immigrants to Francophone communities in Canada. Although French immigrants' demographic impact is limited, their contribution to the cultural vitality of Francophone communities is central—they have occupied an important place in certain fields, notably religion, education and the arts. However, their presence also contributed to the fragmentation of Francophone communities, since there has frequently been tension and conflict between the French immigrants and French Canadians.

# L'apport des immigrants français aux francophonies canadiennes

Yves FRENETTE

Université d'Ottawa

Centre de recherche en civilisation canadienne-française

**L**e texte qui suit n'a qu'une ambition : proposer une synthèse de l'apport des immigrants français aux francophonies canadiennes en s'appuyant sur les études existantes et sur quelques sources imprimées. Si l'impact démographique des immigrants français n'est pas très grand (depuis 1760, environ 150 000 Français ont immigré au Canada), leur apport à la vitalité culturelle des communautés francophones n'en est pas moins capital, puisqu'ils occupent une place centrale dans certaines sphères, notamment la religion, l'éducation et les arts. Toutefois, la présence de ces immigrants contribue à la fragmentation des francophonies, les tensions et les conflits entre Français et Canadiens français étant nombreux.

Notre plan est chronologique. Dans un premier temps, nous étudions la présence des immigrants et réfugiés français dans les colonies britanniques qui en viennent à former le Canada actuel. Nous nous attardons ensuite, assez longuement, sur l'immigration française entre 1850 et 1945, alors que le Canada est perçu par un nombre relativement élevé de Français comme la « terre promise<sup>1</sup> », particulièrement dans les grands espaces de l'Ouest. Des communautés françaises voient le jour dans les trois provinces des Prairies, et les immigrants développent des relations de voisinage avec les Canadiens français, relations qui peuvent être fondées sur l'accommodement ou le conflit. La dernière partie de l'article porte sur la période d'immigration de masse, soit depuis 1945. L'immigrant français a alors un nouveau visage.

## Immigrants et réfugiés, 1760-1850

Entre la Conquête et le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, 1 000 Français à peine s'établissent au Canada. La France n'encourage pas l'émigration et l'Angleterre craint les Français dans une colonie dont les habitants francophones sont considérés comme une menace.

Grâce aux travaux du généalogiste Marcel Fournier, on connaît les lieux de destination de ces immigrants au Québec : 62,2 % s'installent à Montréal et 22,6 % à Québec. Le reste se répartit entre Trois-Rivières, les Cantons de l'Est et la Gaspésie. Les immigrants français travaillent comme artisans, commis et agriculteurs. Bon nombre sont d'anciens soldats. On trouve aussi des enseignants, des artistes, des avocats et des médecins, professions très recherchées dans des sociétés peu alphabétisées (Fournier, 1995 : 23-56).

Presque le quart des immigrants sont des ecclésiastiques. Lors de la Révolution française (1789-1799), 51 prêtres réfractaires migrent dans les colonies britanniques d'Amérique, dont 40 en permanence. Ils deviennent curés, missionnaires, enseignants et aumôniers, et augmentent du tiers les effectifs du clergé canadien. Étant jeunes, ils imprègnent l'Église canadienne d'une nouvelle vigueur : provenant de 21 diocèses, ils emportent avec eux des traditions qu'ils font rayonner pendant soixante ans sur les rives du fleuve Saint-Laurent, dans le golfe du même nom, au Saguenay et au Haut-Canada. Sur les rives du lac Saint-Pierre, entre Trois-Rivières et Montréal, pas moins de sept paroisses ont à leur tête un prêtre émigré. La présence de ces ecclésiastiques y est sentie de façon si nette que les contemporains désignent la région du nom de « Petite France ». Au séminaire de Nicolet, le supérieur, Jean Raimbault, forme pendant trente-cinq ans de jeunes prêtres qui iront à leur tour transmettre les traditions catholiques françaises dans d'autres institutions d'enseignement. Reconnaisant à l'Angleterre de lui avoir donné l'asile, Raimbault prêche la « Fidélité envers le Prince ». À des centaines de kilomètres de là, l'abbé Jean-Mandé Sigogne fait la même chose à la Baie Sainte-Marie, dans le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse. Pendant un ministère qui dure un demi-siècle, le prêtre émigré rétablit la pratique religieuse au sein de populations qui se sont éloignées des sacrements. Sigogne devient un des personnages les plus importants de la région et il joue le rôle d'intermédiaire politique auprès des autorités britanniques de Halifax (Galarneau, 1970 : 180-188, 211-221, 284-285 ; En collaboration, 1998 ; Boudreau, 1992).

La Révolution et l'Empire voient d'autres Français migrer au Canada. Ainsi, en 1798, le comte Joseph-Geneviève de Puisaye amène une quarantaine d'émigrés au Haut-Canada, plus précisément à Windham, au nord de York (Toronto). De Puisaye lui-même s'installe à Niagara, où il fait construire un manoir, rendant visite occasionnellement à ses compatriotes de Windham. Ceux-ci érigent 18 demeures imposantes, une église et un presbytère. Toutefois, ils ne sont pas préparés à la vie de pionnier ; en 1802, la colonie royaliste ne compte plus que 13 personnes. De Puisaye est lui-même rentré en Angleterre l'année précédente. En 1815, le dernier des réfugiés à repartir pour l'Europe est Laurent Quetton St George, qui s'est enrichi dans le commerce et la spéculation foncière (Dionne, 1905 : 127-165 ; Moogk, 1987 ; McCalla, 1987).

Peu nombreux, les immigrants français de la deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle et de la première moitié du XIX<sup>e</sup> entretiennent des relations étroites avec les populations locales, particulièrement les Acadiens et les Canadiens français. Ils prennent femme et ils occupent des emplois symboliquement importants, comme celui de sacristain. Les lettrés sont considérés par la bonne société, tel le médecin et aventurier Pierre de Sales Laterrière, le marchand et littérateur Joseph Quesnel et le peintre Louis Dulongpré (Galarneau, 1970 : 69 ; Dufour et Hamelin, 1983 ; Andrès, 2000 ; Bazin, 1988). Quant aux prêtres émigrés, ils sont appréciés de leurs évêques, des autorités britanniques et de leurs ouailles. Le prestige de l'un d'entre eux, l'abbé Jacques-Ladislas-Joseph de Calonne, est tel que des foules se déplacent pour l'entendre prêcher. Lorsqu'il s'éteint en 1822, on lui attribue même des miracles (Galarneau, 1970 : 214-218 ; 1987 : 115-116).

Cependant, on observe des dissensions entre ecclésiastiques français et canadiens. Parmi ces derniers, certains craignent en effet que les émigrés, mieux formés qu'eux, ne leur soient préférés pour les bonnes cures et les postes administratifs. À Montréal, les préjugés sont particulièrement aigus envers la dizaine de prêtres de Saint-Sulpice nouvellement arrivés d'Europe en 1794. En retour, ceux-ci regardent de haut le clergé canadien ; dans les décennies suivantes, ils monopoliseront le pouvoir au sein de la communauté (Galarneau, 1970 : 189-190 ; Harel, 1988).

Dans la société majoritairement catholique de la vallée du Saint-Laurent, les immigrants français de religion protestante sont tolérés,

voire acceptés. Le peintre et doreur Louis-Chrétien de Heer est un luthérien qui épouse en 1784 une catholique, Marie-Angélique Badel. Son protestantisme ne l'empêche pas d'obtenir des contrats de dorure de la part de certaines fabriques. Il se convertit toutefois en 1792. De son côté, Pierre Guerout est un huguenot marié à Québec à une catholique, devant un ministre anglican. Marchand en vue dans la vallée du Richelieu, il est élu en 1792 à la première Chambre d'assemblée du Bas-Canada. Après le décès de sa femme, il épouse une autre catholique. Ses enfants sont baptisés dans cette religion, mais quatre d'entre eux deviennent anglicans, probablement parce qu'ils s'unissent à des protestants (Lacasse-Gale et Moogk, 1983 ; Dever, 1987 ; Galarneau, 1970 : 51-52, 128-132).

### La terre promise, 1850-1945

Du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, le Canada apparaît comme une terre promise à beaucoup de Français, qui viennent y chercher la fortune, de meilleures conditions de vie ou un milieu propice à l'épanouissement de leur catholicisme. Pendant les années 1850, une décennie d'expansion économique et coloniale pour la France, celle-ci redécouvre le Canada et y envoie des consuls et des agents consulaires. En 1855, pour la première fois depuis la Conquête britannique, un vaisseau de guerre français, *La Capricieuse*, remonte le Saint-Laurent, action qui symbolise la reprise des relations officielles entre la France et le Canada. Cette année-là également, un jeune avocat canadien-français, Joseph-Guillaume Barthes, publie à Paris un livre qui avance l'idée que la France reconquière son ancienne colonie par le biais de l'émigration. En outre, à partir de 1861, des agents d'immigration canadiens sont présents de façon presque continue en France. Des prêtres s'impliquent aussi et c'est dans leurs rangs que les évêques de l'Ouest trouvent des intermédiaires pour recruter en Europe des immigrants franco-catholiques. L'hebdomadaire *Paris-Canada*, fondé en 1884 par le premier commissaire canadien en France, Hector Fabre, joue également un rôle important pour faire connaître le pays. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, le recrutement d'immigrants français gagne une vitalité nouvelle en raison de l'action de députés nationalistes canadiens-français qui critiquent le manque d'efforts du gouvernement fédéral pour recruter des immigrants franco-européens. En 1903, Paul Wiallard est à la tête de la toute nouvelle Agence canadienne d'immigration. En plus, le Comité Duplex, une association

fondée en 1894 dans le but de soutenir la migration vers les colonies, donne son appui à la cause de l'émigration vers le Canada. Enfin, à partir de 1905, les Français peuvent faire route vers le Canada à partir d'un port français et à bord des navires d'une compagnie subventionnée par le gouvernement canadien (Portes, 1977 ; Savard, 1970 ; Pénisson, 1985 ; Painchaud, 1987 : 201-207).

Ces efforts donnent des résultats. Beaucoup d'immigrants passent par les filières de recrutement gouvernementales et ecclésiastiques. Comme elles agissent sur de grandes portions du territoire français, la migration est parcellaire, les familles et individus provenant de plusieurs régions et de nombreuses localités. Contrairement à d'autres migrations, notamment celle des Canadiens français, les migrations en chaîne qui se développent, sont de taille minimale (Pyée, 2005 : 49 ; Frenette, 1998 : 93-97).

Les promoteurs de l'immigration doivent compter avec les autorités françaises, qui mettent des obstacles à leur travail en émettant des lois et des règlements restrictifs, et en dénonçant l'émigration. Ainsi, les consuls en poste à Québec et à Montréal sont d'abord tièdes envers l'immigration de leurs compatriotes au Canada, puis y deviennent carrément hostiles dans la dernière décennie du XIX<sup>e</sup> siècle, ce qui détourne sans doute des immigrants potentiels (Savard, 1970 : 77-93).

Les recensements fédéraux fournissent une indication grossière du nombre de résidents du Canada nés en France<sup>2</sup>. En comparaison avec d'autres courants migratoires européens vers le Dominion, l'immigration française est faible. À son apogée en 1921, la population immigrante française n'atteint même pas 20 000. À partir de cette date, la tendance se renverse et l'immigration française amorce un déclin.

La distribution régionale de la population immigrante française montre que la croissance du tournant du XX<sup>e</sup> siècle est due en grande partie au développement de l'Ouest. En effet, jusqu'à l'ouverture de la région au peuplement, le Québec reçoit la majorité des Français. Mais, à partir de 1900, les immigrants se dirigent en plus grand nombre vers les Prairies, à tel point qu'au Manitoba en 1911, ils représentent le dixième de la population francophone. À l'aube de la Seconde Guerre mondiale, presque la moitié des Français résident toujours dans l'Ouest, comparativement à 35 % au Québec.

**Tableau 1**  
**Les immigrants français au Canada, 1881-1941**

Année	Nombre	Croissance/décroissance (%)
1881	4 389	
1891	5 378	+ 22,5
1901	7 944	+ 47,7
1911	17 619	+ 121,8
1921	19 249	+ 9,2
1931	16 756	- 12,9
1941	13 793	- 17,7

Source : Pénisson (1986b : 112-113).

Comme dans les autres pays d'immigration française, on trouve au Canada des individus arrivés un peu au hasard. On compte aussi des chercheurs de fortune, qui sont d'abord attirés en 1858 par la découverte d'or dans le fleuve Fraser, en Colombie-Britannique. Cette activité intense attire de nombreux Français, qui proviennent en majorité de la Californie, où ils ont participé à la ruée de 1848. Bon nombre d'entre eux ne font que passer, mais ceux qui restent sont assez nombreux pour former une communauté à Victoria, dont les leaders sont des hommes d'affaires ayant suivi les mineurs vers le Nord. En outre,

**Tableau 2**  
**Répartition régionale (%) des migrants français, 1881-1941**

Région	1881	1891	1901	1911	1921	1931	1941
Atlantique	6,8	5,0	4,5	3,1	5,3	4,1	3,7
Québec	51,0	53,6	40,0	33,6	32,2	35,2	34,9
Ontario	35,3	24,1	15,8	10,7	11,6	11,7	12,2
Ouest	6,9	17,3	39,7	52,6	50,9	49,0	49,2
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Pénisson (1986b : 115, 117).

d'anciens prospecteurs établissent des fermes prospères sur l'île de Vancouver et dans la vallée de l'Okanagan, où le missionnaire oblat Charles-Marie Pandosy fonde une mission en 1859 (Ireland, 1949 ; Frenette, s. d.). À l'autre bout du continent, sur la côte atlantique, des marins et pêcheurs français désertent leurs navires. Le phénomène a cours dans toute la région ; toutefois, c'est la côte ouest de Terre-Neuve qui en reçoit le plus grand nombre. D'autres, leur service terminé, reviennent s'établir sur l'île. Ce mouvement migratoire prend fin en même temps que le droit de pêche de la France, en 1904, mais on trouve des cas isolés d'immigration après cette date (Magord, 2002). D'autres Français qui tentent leur chance au Canada appartiennent aux classes moyennes et aisées. Par exemple, dans les provinces des Prairies, des aristocrates et des entrepreneurs français fondent des colonies, la plupart du temps sans succès (Frémont, 1980).

Toutefois, la majorité des immigrants français ne rêvent pas de faire fortune, mais simplement d'améliorer leur sort et d'assurer l'avenir de leurs enfants. C'est ce que fait ressortir leur profil professionnel en 1911 : 42 % d'entre eux sont agriculteurs, 16 % sont ouvriers qualifiés et 11 % sont travailleurs non qualifiés. Vingt-quatre ans plus tard, le pourcentage d'agriculteurs grimpe à 70 %. À cette date, 16 % travaillent dans le commerce et l'industrie, et 8 % sont prêtres, religieux et religieuses. Comme l'a montré Audrey Pyée, ce mouvement de population illustre la recherche de la terre, ce qui explique en grande partie pourquoi, en 1911, les Français du Canada sont en majorité des hommes (62 %) (2005 : 69-70).

Et l'immigration française continue d'entretenir une relation étroite avec le catholicisme. En 1841, l'évêque de Montréal, M<sup>gr</sup> Ignace Bourget, se rend en France pour recruter du personnel pour ses paroisses, missions et écoles. Cinq communautés de femmes entendent son appel, tout comme les jésuites et les oblats de Marie-Immaculée. Cela ne constitue toutefois pas un mouvement de masse : entre 1837 et 1876, 225 prêtres, religieux et religieuses s'établissent au Canada (Lévesque, 1975). Cette tradition de recrutement clérical amorcée par l'évêque ultramontain au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle se poursuit dans les décennies suivantes et reçoit un élan formidable à partir de 1880, en raison des politiques anticléricales de la République, qui incitent religieux et religieuses à chercher refuge dans un pays où la tolérance règne. L'historien Guy Laperrière estime qu'au moins 2 000 religieux français émigrent au Canada entre 1900 et 1914. Au Québec, ils



représentent un septième du clergé catholique. Comme à l'époque de la Révolution, l'impact de ces migrants est important, puisqu'ils sont très impliqués dans l'enseignement et qu'ils en monopolisent les postes de direction (Laperrière, 1996-2005).

Comme d'autres immigrants, les Français essaient de reproduire leurs façons d'être et de faire dans le Nouveau Monde, et ils se donnent des institutions. Par exemple, le 24 février 1860, jour de l'anniversaire du renversement du roi Louis-Philippe, les immigrants de Victoria créent une réplique de la Société de bienfaisance française de la Californie, dont les membres sont admis gratuitement à l'Hôpital français, qui ouvre ses portes la même année. En 1861, ils organisent une chorale d'une trentaine de personnes, La Société des enfants de Paris, elle aussi modelée sur un groupe musical franco-californien. En 1875, le consul Albert Lefavre est à l'origine de la Société française de bienfaisance, qui s'installe rapidement à Montréal, à Québec, à Trois-Rivières et à Ottawa. En 1886, c'est au tour de l'Union nationale française de voir le jour ; l'association essaime rapidement vers l'Ouest ; elle aide les immigrants sans le sou en leur fournissant des fonds ou en payant leur voyage de retour en France. En 1890, elle ouvre une bibliothèque à Montréal. C'est aussi en 1886 que le consul de France établit avec des hommes d'affaires canadiens-français la Chambre de commerce française de Montréal. Plusieurs immigrants participent également aux activités de l'Alliance française, qui a son siège au Canada dans la métropole mais qui possède des filiales dans plusieurs autres villes (Ireland, 1949 : 76-81 ; Savard, 1970 : 93-95).

Les immigrants ont beaucoup à apprendre dans leur milieu d'adoption. Presque tout est nouveau. Il faut savoir marquer les bêtes, aller en skis l'hiver, parler anglais. Et, surtout, il faut changer de mentalité. Cultiver la terre dans les Prairies implique l'acceptation d'un risque économique permanent. L'agriculture, plus mécanisée qu'en France, nécessite des investissements beaucoup plus importants, chaque récolte étant un pari que l'on peut gagner ou perdre. Certains immigrants n'apprivoiseront jamais une nature qui leur apparaît sauvage et ils auront longtemps le mal du pays. Mais, en général, l'acculturation fait son œuvre et les immigrants en viennent à opposer la vie difficile dans la patrie délaissée aux avantages du pays neuf, que ce soit la quantité des récoltes, la supériorité de la cuisine ou la plus grande facilité à trouver un bon parti pour se marier (Le Bihan, 1997, 1998 ; Jutras, 1995).

Heureusement, ils peuvent s'inscrire dans des réseaux qui leur sont bénéfiques. Pour ceux qui ont de la famille au Canada, la parenté représente le premier cercle de sociabilité. Les oncles, tantes et cousins sont souvent voisins ; on travaille ensemble, on s'amuse ensemble. Un deuxième cercle, plus large, rassemble les immigrants originaires d'une même région, surtout les premières années (Le Bihan, 1997 : 86-87 ; 1998 : 356-358). Toutefois, le caractère parcellaire de la migration française rend difficiles l'établissement et le maintien de tels cercles de sociabilité. C'est alors que les solidarités nationales prennent tout leur sens (Robinet, s. d. : 6-7 ; Durieux, 1986 : 68-69).

En certains endroits, les immigrants français sont nombreux. Par exemple, à la montagne Pembina, au sud-ouest de Winnipeg, ils sont environ 2 000 au tournant du XX<sup>e</sup> siècle. Un jeune instituteur qui s'installe à cette époque dans le village d'Haywood s'y sent immédiatement chez lui. Le secrétaire de la commission scolaire, à qui il s'empresse de rendre visite, est Français et lorsqu'il assiste à sa première messe, dans la localité voisine de Saint-Claude, il n'en croit pas ses yeux :

Vraiment, j'aurais cru visiter une petite paroisse dans un coin reculé de la France. Rien qu'à voir le Père Joseph Radaz et son vicaire, tous deux Chanoines Réguliers de l'Immaculée-Conception, en soutanes blanches, entourés de petits moinillons crème, qui récitaient matines dans les stalles, avant le début de l'Office dominical. Des paysans à l'accent bien français faisaient les frais du chant. Après l'office divin, je fus frappé de voir un groupe de paroissiens en costume breton, « bretonnant » entre eux devant le porche de l'église. Je me demandais si Théodore Botrel et « sa douce » ne les avaient pas amenés avec eux dans leur tournée au Canada. J'étais surpris d'y rencontrer des paysans aux appellations de Bazin et de Daudet, c'est dire qu'il y en avait d'autres venant du Midi de la France, de la Savoie, de la Touraine, de l'Auvergne, etc. Après la messe, on s'est arrêté chez les Tissot, à un mille du village où un groupe de musiciens lançait de jolis airs de fanfare dans un bosquet feuillu (Brunet, 1967 : 19-20).

Mais même là, le jeune instituteur loge chez des Suisses romans, pendant que plus à l'ouest, dans le centre de l'Alberta, la famille Durieux se lie d'amitié avec des Belges et des Suisses. Ainsi peut-on avancer l'hypothèse d'un quatrième cercle de sociabilité qui s'appuie sur l'origine européenne et la communauté de langue.

Les relations entre Français et Canadiens français sont plus complexes. Les deux groupes cohabitent dans les mêmes régions et souvent dans les mêmes localités ; les paroisses nationales françaises ne peuvent se maintenir dans les Prairies et doivent ouvrir leurs portes aux Canadiens français, qui fournissent d'ailleurs la majorité des prêtres. Ce voisinage s'accompagne d'accommodements, voire de métissage :

Dès ma plus tendre enfance, écrit le fils d'un Canadien français et d'une Française, je connaissais le goût de mon père pour de bonnes crêpes copieusement arrosées de sirop, le matin, et l'horreur de ma mère de devoir lui en faire. Quant au langage, les différences étaient trop évidentes pour nous échapper ; tous étaient d'accord sur la justesse du vocabulaire de maman et l'esprit d'à propos et l'entrain de papa. Quel beau mélange nous faisons du point de vue culturel, avec la langue anglaise qui nous guettait à la porte ou du moins de l'autre côté de la clôture avec les Olsen, les Crampton et les Vermeer (Bergeron, 1989 : 32-33).

Certains immigrants s'intègrent aux communautés canadiennes-françaises des Prairies et jouent un rôle de premier plan dans leurs luttes identitaires. Ainsi est-il significatif que les journaux de langue française de l'Ouest soient presque toujours mis sur pied par des Français. C'est le cas dès 1858 avec la fondation à Victoria du *Courrier de la Nouvelle-Calédonie*, qui se veut l'« organe des populations Françaises et Canadienne » (Ireland, 1949 : 73) ; la coopération se poursuit à *L'Écho du Manitoba* avec Henri d'Hellencourt, au *Patriote de l'Ouest* avec le père Adrien-Gabriel Morice, à *L'Union* avec Georges Bugnet, pour ne prendre que quelques exemples. Nul doute que ces hommes possèdent sur les élites canadiennes-françaises, un avantage sur le plan de la formation. La même coopération a cours dans plusieurs associations et sociétés culturelles. Par exemple, entre 1925 et 1968, le Cercle Molière de Saint-Boniface, dont plusieurs membres sont Canadiens français, est dirigé par un couple français, Arthur et Pauline Boutal. Et les élites françaises travaillent main dans la main avec leur contrepartie canadienne-française et belge pour ouvrir des radios de langue française dans les Prairies (Frenette, s. d.).

En Saskatchewan, le héraut de la Survivance et le héros des luttes linguistiques est Raymond Denis, un migrant originaire de Courcelles, en Charente-Maritime, qui arrive au Canada en 1904 et prend un *homestead* dans le nord de la province. Denis découvre toutefois rapidement qu'il est peu doué pour l'agriculture. Par contre, le jeune

Français s'intéresse très tôt à la question « nationale ». Dès 1909, il assiste à une rencontre, infructueuse, visant à créer une association provinciale des cercles de la Société Saint-Jean-Baptiste. Trois ans plus tard, à Duck Lake, il participe au congrès de fondation de l'Association catholique franco-canadienne (ACFC) de la Saskatchewan. En 1917, il met sur pied l'Association interprovinciale, dont l'objectif est le recrutement et la formation d'enseignants de langue française pour les écoles élémentaires de l'Ouest. Pour Denis, « l'influence de l'école est toute-puissante » et « la langue est en même temps la plus sûre gardienne de notre foi religieuse ». À la tête de l'Association des commissaires d'école franco-canadiens (ACEFC) (1923-1925), puis de l'ACFC (1925-1935), il préside à la mise sur pied du Programme provincial d'enseignement du français, du Programme de visiteurs des écoles et du Concours provincial de français. Après 1929, Raymond Denis et l'ACFC affrontent le gouvernement conservateur de J. Thomas Milton Anderson, qui a supprimé le programme élémentaire en français, en plus d'interdire l'affichage de symboles religieux et le port de l'habit religieux dans les écoles. C'est grâce aux interventions de Denis et de l'ACFC que la suppression complète du français est évitée (Lalonde, 2004).

Dans les communautés acadiennes, par ailleurs, les immigrants français sont souvent les premiers instituteurs et c'est l'un d'entre eux, Auguste Renaud, qui devient le premier député francophone du Nouveau-Brunswick à la Chambre des communes en 1867. L'élite acadienne lui est reconnaissante pour son « patriotisme », qui se manifeste notamment par sa détermination à faire profiter les Acadiens du patronage (Pichette, 2004).

Dans les provinces des Prairies, la cohabitation des Français et des Canadiens français n'est pas facile. Ainsi, si la Société Saint-Jean-Baptiste de la Saskatchewan ne peut s'imposer après 1909, c'est que les Franco-Européens de la province ne se reconnaissent pas dans l'organisme, d'où la création de l'ACFC en 1912. Mais les tensions subsistent au sein de l'organisme et, en 1923, le conflit éclate au grand jour au congrès annuel : lorsque Raymond Denis se présente à la présidence, on lui reproche entre autres d'être Français, lui qui a pourtant prouvé sa loyauté à la cause canadienne-française. C'est que le clergé canadien-français est méfiant envers des immigrants qui, même quand ils sont catholiques, affichent une certaine indépendance face à l'institution ecclésiastique, symbolisée par leur réticence à payer la dîme. Et,

comme le montre l'exemple de Saint-Vincent, dans le nord-est de l'Alberta, les conflits entre Français et Canadiens français sont aussi présents dans la vie quotidienne (Lapointe, 1987 ; Champagne, 2003).

Cet antagonisme semble plus présent dans l'Ouest qu'au Québec et en Acadie. Ainsi, Jules Helbronner, un juif alsacien établi à Montréal en 1874, contribue pendant la décennie suivante au développement d'une presse d'affaires de langue française, puis se fait connaître par ses chroniques ouvrières dans le quotidien à grand tirage *La Presse*, sous le pseudonyme de Jean-Baptiste Gagnepetit, ce qui lui vaut d'être nommé à la Commission d'enquête fédérale sur les relations entre le capital et le travail (1886-1889). Au début du <sup>XX</sup><sup>e</sup> siècle, Helbronner devient le rédacteur en chef de *La Presse* (Linteau, 1997 : 21).

À la grandeur du pays, Français et Canadiens français se chamaillent au sein de l'Église, que cela prenne la forme de querelles de clocher ou de luttes au sein des communautés religieuses. Le frère Marie-Victorin, personnage central du monde scientifique québécois dans l'entre-deux-guerres, dénonce même l'« indélicate intrusion de l'étranger dans nos affaires nationales » (*ibid.* : 27).

Cependant, partout où les Français et les Canadiens français se côtoient, des factions « binationales » se bâtissent autour des allégeances idéologiques et politiques. Par exemple, le journaliste libéral Henri d'Hellencourt a maille à partir avec les élites conservatrices françaises et canadiennes-françaises de l'Ouest. Dans les pages de *L'Écho du Manitoba*, d'Hellencourt croise le fer avec les rédacteurs du *Manitoba*, journal proche de la hiérarchie catholique que dirigent les frères Joseph et Noël Bernier. C'est dire que la tâche d'Hellencourt n'est pas des plus faciles. Son mariage à une femme divorcée ne joue pas en sa faveur dans ce milieu imprégné de catholicisme rigide. En 1909, on le traite de « libre penseur » et de « sans patrie » quand il crée l'Union nationale française de l'Ouest canadien, dont les buts sont d'assurer le respect « véritable "de la devise française" Liberté, Égalité, Fraternité », et de travailler, « par les voies légales », à l'amélioration du sort des travailleurs (Pénisson, 1986a).

Les républicains fêtent le 14 juillet, ce qui n'enthousiasme guère leurs compatriotes conservateurs. L'Union nationale française de Montréal serait dominée par ces derniers, alors que La Gaïeté française, puis la France républicaine regrouperaient au tournant du <sup>XX</sup><sup>e</sup>

siècle « l'élément démocratique et ouvrier ». Celui-ci s'était enrichi vingt-cinq ans plus tôt de l'apport d'anciens communards, trop visibles et trop bruyants au goût du consul Lefavre (Savard, 1970 : 93-96).

Pendant la Seconde Guerre mondiale, les Français du Canada, à l'image de la population de la mère patrie, sont divisés entre pétainistes et gaullistes. C'est seulement en 1943 que Gabriel Bonneau, représentant du général de Gaulle au Canada, réussit à unir les immigrants français de Montréal (Prévost, 1994 : 339-384).

### Un mouvement de masse, depuis 1945

À la fin du conflit, l'immigration française atteint des nombres jusque-là inégalés. Le mouvement est particulièrement fort pendant les années 1950, qui voient la population immigrante française augmenter de 130 %. Il faudra la récession des années 1970 pour que le courant migratoire ralentisse considérablement.

La hausse de l'immigration française est due aux difficultés de la reconstruction en France et à l'expansion économique du Canada, qui requiert bras et cerveaux. Elle est aussi redevable à la politique d'immigration canadienne. En effet, en 1948, Ottawa annonce un changement dans sa politique. Désormais, les immigrants français potentiels seront des immigrants préférés au même titre que les sujets britanniques et les citoyens américains. En l'espace de trois mois, 3 000 personnes indiquent leur intérêt à partir pour le Canada. Au début de la décennie suivante, le pays continue à attirer les Français. Selon *Le Devoir*, les services d'immigration canadiens de Paris reçoivent en 1952 entre 4 000 et 5 000 demandes de renseignements par mois, même en l'absence de publicité (Jones, 1986).

Cependant, plusieurs facteurs se conjuguent pour limiter l'immigration française. En effet, comme auparavant, l'État français sème des embûches sur la route des émigrants potentiels. La reconstruction de la France nécessite de la main-d'œuvre et du capital, et le gouvernement impose des restrictions sévères sur les sommes que les émigrants peuvent sortir du pays. Du côté canadien, on craint à la fois l'entrée de communistes et d'anciens collaborateurs ; l'ambassade du Canada à Paris est prise de court, de même que la Gendarmerie royale, qui est chargée d'effectuer les enquêtes de sécurité. En outre, dans tout

**Tableau 3**  
**Les immigrants français au Canada, 1941-1981**

Année	Nombre	Croissance/décroissance (%)
1941	13 793	
1951	15 650	+ 13,5
1961	36 103	+ 130,7
1971	51 650	+ 43,1
1981	56 180	+ 8,8

Source : Péniçon (1986b : 114).

l'Hexagone, un seul médecin est habilité à faire passer des examens médicaux aux immigrants potentiels, comparativement à 500 en Grande-Bretagne (*ibid.* : 134-137).

Le vent tourne à partir de 1960. Le gouvernement français devient plus ouvert et les autorités canadiennes accroissent leurs activités de promotion. Facteur encore plus important, le Québec commence à voir dans l'immigration de francophones une façon de combattre le déclin du taux de natalité des Québécois et la tendance des allophones à s'intégrer à la minorité anglophone. En 1961, le gouvernement de Jean Lesage crée ainsi un service d'immigration à la nouvelle Maison du Québec à Paris (Jones, 1999 : 530). Il reste que le nombre d'immigrants français est minime. Entre 1946 et 1972, sur les 3 658 763 immigrants que reçoit le Canada, seulement 106 728 sont Français, soit un pourcentage de 2,9 % (*ibid.* : 527).

Les Français travaillent dans des domaines où ils sont reconnus pour leur expertise : la restauration, l'importation des aliments et boissons, ou plus généralement dans le secteur tertiaire. Dans les années 1960, d'autres sont des coopérants qui enseignent pour un temps donné dans les collèges et universités. Ainsi, en 1965, l'Université Laval compte 86 professeurs français. D'autres encore travaillent dans le secteur culturel (1,6 %) (Kattan, 1969 : 176 ; Lapierre, 1982 : 238-240, 244-256, 263-267, 278-279, 295-301, 360-362 ; Jones, 1999 : 533).

Les immigrants français s'établissent au Québec dans une proportion croissante (tableau 4). La plupart choisissent Montréal, qui compte 50 000 Français vers 1980. La métropole canadienne rivalise ainsi avec Abidjan comme lieu du plus important regroupement de Français à l'extérieur de l'Hexagone. Toutefois, contrairement aux autres groupes ethnoculturels, les immigrants français sont établis en grande proportion à Québec et ailleurs en province (Grosmaire, 1983).

**Tableau 4**  
**Répartition régionale (%) des immigrants français, 1941-1981**

Région	1941	1951	1961	1971	1981
Atlantique	3,7	2,7	3,0	2,5	1,7
Québec	34,9	42,9	59,6	64,5	66,1
Ontario	12,2	15,2	17,6	18,2	17,4
Ouest	49,2	39,2	19,8	14,8	14,8
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Pénisson (1986b : 118).

À Montréal, le réseau institutionnel français comprend l'Union nationale française qui, à partir de 1953, publie un mensuel, *Le Courrier français*, et qui compte plus de 3 000 membres dans les années 1960. En 1952, on fonde l'Association des immigrés français, pour aider les nouveaux venus à se trouver des emplois. Deux ans plus tard, naît l'Association France-Canada. D'autres groupes sont plus spécialisés et rejoignent des enseignants, des anciens combattants ou sont de nature régionale (Amicale des Bretons, etc.). À Toronto, les Français mettent sur pied pas moins de 30 associations au XX<sup>e</sup> siècle. Les trois plus importantes sont l'Alliance française, qui organise à partir de 1902 des activités culturelles et qui offre des cours de langue française à des milliers d'élèves ; l'Alliance France-Canada, créée en 1948 pour reproduire l'ambiance du pays natal chez les immigrants et promouvoir des relations plus étroites entre Français et Canadiens ; le Ciné-Club, qui, au milieu des années 1960, est l'organisation française la plus populaire de la Ville Reine. Là comme à Montréal et ailleurs, plusieurs immigrants gravitent autour des consulats, qui planifient des activités culturelles pour eux. D'ailleurs, le rôle des « expatriés », c'est-



à-dire des ressortissants envoyés temporairement par un ministère ou une entreprise française, est très important dans la vie des communautés françaises des grandes villes. Très proches de la « France officielle », ils monopolisent souvent le discours communautaire, ce qui aliène leurs compatriotes immigrés (Grosmaire, 1983 : 347 ; Lapierre, 1982 : 107-124, 198, 240, 378 ; Guillaume et Guillaume, 2003 : 118-121 ; Forlot, 2006 : 134).

La majorité des Français envoient leurs enfants dans les écoles de langue anglaise. Cela s'explique par leur perception des relations de pouvoir entre anglophones et francophones, comme l'illustre cet extrait d'une entrevue réalisée à Toronto par le sociolinguiste Gilles Forlot : « Je voulais surtout m'intégrer très rapidement dans le secteur anglo-saxon parce que je voyais que pour moi y avait beaucoup plus de débouchés au niveau anglo-saxon [...] donc j'ai peu de rapports avec les francophones ici à Toronto ». Jusqu'à l'ouverture du Lycée français en 1995, les Français de cette ville qui en ont les moyens choisissent le système privé. À Montréal, les Français peuvent fréquenter trois institutions d'enseignement, grâce à l'assistance financière du gouvernement français : le Collège Stanislas fondé en 1938, le collège Marie-de-France mis sur pied l'année suivante, le Collège français, qui voit le jour en 1959. Dans ces institutions, les enseignants sont en majorité Français, mais tôt la clientèle se recrute surtout au sein de l'élite canadienne-française, qui a contribué à leur création (Lapierre, 1982 : 88, 198, 240, 378 ; Forlot, 1999 : 217 ; *La Lettre*, 1995 ; Prévost, 1994 : 127-139 ; Grosmaire, 1983 : 346).

Aucune ville canadienne ne possède de quartier français. La diffusion spatiale des immigrants français se traduit par des relations constantes avec les autres éléments de la population, mais l'intégration est difficile, même quand il y a communauté de langue et de religion. À Montréal, bien des Français n'ont jamais mis les pieds dans un foyer canadien-français. Leur niveau d'instruction, généralement plus élevé que celui des Canadiens français, leur attitude envers la langue de ces derniers, l'air de supériorité qu'arborent certains, font naître le stéréotype du « maudit Français ». Cela est particulièrement vrai dans le milieu artistique. Méconnaissant le Québec comme beaucoup de leurs compatriotes, de jeunes comédiens arrivent dans la métropole en conquérants. Leur diction leur conférant un avantage, ils suscitent le ressentiment de leurs collègues canadiens-français (Grosmaire, 1983 : 342-343 ; Kattan, 1969 : 234).

Des immigrants, qui n'aiment pas l'accueil qu'on leur fait au Québec, partent pour Toronto. Mais, là aussi, les tensions entre Français et Canadiens français sont aiguës. En 1968, elles se transforment en conflit autour de la nouvelle Maison française, un centre culturel né de l'initiative de onze associations francophones dans le contexte des célébrations du centenaire de la Confédération. Tôt, l'organisme est identifié aux Français ; 10 % seulement des personnes qui fréquentent la Maison française sont Canadiennes françaises. L'élite canadienne-française fonde alors son propre centre culturel, la Chasse-Galerie. En plus petit, les mêmes divisions existent à Hamilton.

Dans les trois dernières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, les relations entre les Français et les Franco-Canadiens s'améliorent dans la Ville Reine, mais il subsiste des pratiques d'exclusion. C'est notamment le cas à l'Institut Molière, une école privée de langue et de culture françaises qui ne tolère pas d'autres variétés que le français parisien, et qui, de ce fait, n'embauche pas d'enseignants acadiens, québécois ou franco-ontariens (Maxwell, 1977 : 151-153 ; Forlot, 2006 : 140-141, 144-146 ; Comité franco-ontarien d'enquête culturelle, 1969 : 113).

## Conclusion

Cet article se voulait une exploration de l'apport des immigrants français aux francophonies canadiennes depuis 1760, et de leurs relations avec les Canadiens français et les Acadiens. Dans le contexte de multiculturalisme qui a cours depuis les deux dernières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, se pencher sur ces relations permet de mieux saisir les mécanismes d'inclusion et d'exclusion ayant cours lorsque deux ou plusieurs groupes de langue française partagent un territoire donné en contexte linguistique majoritaire ou minoritaire. Cependant, il faudrait approfondir les recherches, notamment en étudiant la géographie de la présence francophone (Acadiens, Canadiens français, Métis, Français, Belges, Suisses) au Canada à différentes époques, et ce, en utilisant une variété d'échelles : grandes régions, provinces, régions, localités. Les chercheurs auraient aussi avantage à comparer les processus d'inclusion et d'exclusion des immigrants de langue française en Acadie, au Québec ainsi qu'au sein des communautés francophones de l'Ontario et des provinces de l'Ouest. Cette dernière région constituant un laboratoire fascinant pour observer la cohabitation des Français avec d'autres groupes, francophones, anglophones et allophones,

géographes et historiens devraient songer à élaborer des projets de recherche sur ces réalités. L'appel est lancé !

## NOTES

---

1. Nous empruntons le terme à Audrey Pyée (2005).
2. Les recensements reflètent le mouvement de l'immigration, mais ils ne tiennent pas compte des événements démographiques survenus entre les années de recensement : mortalité, migration vers les États-Unis, retours en France.

## BIBLIOGRAPHIE

---

- ANDRÈS, Bernard (2000). *L'énigme de Sales Laterrière*, Montréal, Québec Amérique.
- BAZIN, Jules (1988). « Dulongpré, Louis », dans Frances G. Halpenny et Jean Hamelin, (dir.), *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. VII, *De 1836 à 1850*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, p. 276-278.
- BERGERON, Henri (1989). *Un bavard se tait – pour écrire : récits de la montagne Pembina*, Saint-Boniface, Éditions du Blé.
- BOUDREAU, Gérald C. (1992). *Le père Sigogne et les Acadiens du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse*, Montréal, Bellarmin.
- BRUNET, Godias (1967). *Alouette de Prairie : petite histoire des Franco-Manitobains*, Saint-Boniface, s. n.
- CHAMPAGNE, Juliette Marthe (2003). *De la Bretagne aux plaines de l'Ouest canadien : lettres d'un défricheur franco-albertain, Alexandre Mahé (1880-1968)*, Québec, Les Presses de l'Université Laval.
- COMITÉ FRANCO-ONTARIEN D'ENQUÊTE CULTURELLE (1969). *La vie culturelle des Franco-Ontariens*, Ottawa, s. n.

- DEVER, Alan (1987). « Guerout, Pierre », dans Frances G. Halpenny et Jean Hamelin (dir.), *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. VI, *De 1821 à 1835*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, p. 335-337.
- DIONNE, Narcisse-Eutrope (1905). *Les ecclésiastiques et les royalistes français réfugiés au Canada à l'époque de la Révolution, 1791-1802*, Québec, s. n.
- DUFOUR, Pierre, et Jean HAMELIN (1983). « Sales Laterrière, Pierre de », dans Frances G. Halpenny et Jean Hamelin (dir.), *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. V, *De 1801 à 1820*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, p. 808-811.
- DURIEUX, Marcel (1986). *Un héros malgré lui*, Saint-Boniface, Éditions des Plaines.
- EN COLLABORATION (1988). « Raimbault, Jean », dans Frances G. Halpenny et Jean Hamelin, (dir.), *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. VII, *De 1836 à 1850*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, p. 779-781.
- FORLOT, Gilles (1999). « Portrait sociolinguistique de migrants français à Toronto », dans Normand Labrie et Gilles Forlot (dir.), *L'enjeu de la langue en Ontario français*, Sudbury, Prise de Parole, p. 197-238.
- FORLOT, Gilles (2006). « Minorité et légitimité communautaire : la migration française de Toronto entre francophonie et anglophonie », *Francophonies d'Amérique*, n° 21 (printemps), p. 131-149.
- FOURNIER, Marcel (1995). *Les Français au Québec, 1765-1865 : un mouvement de population méconnu*, Sillery, Septentrion ; Paris, Éditions Christian.
- FRÉMONT, Donatien (1980). *Les Français dans l'Ouest canadien*, Saint-Boniface, Éditions du Blé.
- FRENETTE, Yves (dir.) (s. d.). *Francophonies canadiennes : identités culturelles*, [En ligne], [<http://www.francoidentitaire.ca>] (11 juin 2008).
- FRENETTE, Yves (1998). *Brève histoire des Canadiens français*, Montréal, Boréal.
- GALARNEAU, Claude (1970). *La France devant l'opinion canadienne (1760-1815)*, Québec, Les Presses de l'Université Laval.
- GALARNEAU, Claude (1987). « Calonne, Jacques-Ladislav-Joseph de », dans Frances G. Halpenny et Jean Hamelin (dir.), *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. VI, *De 1821 à 1835*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, p. 115-116.
- GROSMAIRE, Jean-Louis (1983). « Les Français à Montréal », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 27, n° 71 (septembre), p. 341-348.
- GUILLAUME, Sylvie, et Pierre GUILLAUME (2003). *Nouveaux regards sur les francophonies torontoises*, Bordeaux, Maison des sciences de l'Homme d'Aquitaine.

- HAREL, Bruno (1988). « Sattin, Antoine », dans Frances G. Halpenny et Jean Hamelin (dir.), *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. VII, *De 1836 à 1850*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, p. 837-838.
- IRELAND, William E. (1949). « The French in British Columbia », *The British Columbia Historical Quarterly*, vol. 13 (avril), p. 67-89.
- JONES, Richard (1986). « Spécificités de l'immigration française au Canada au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 2, n° 2 (novembre), p. 127-142.
- JONES, Richard (1999). « French », dans Paul Robert Magosci (dir.), *Encyclopedia of Canada's Peoples*, Toronto, University of Toronto Press, p. 526-538.
- JUTRAS, Mathilde (1995). « “La grande nostalgie” : French-speaking Women and Homesickness in Early Twentieth-Century Saskatchewan », dans David De Brou et Aileen Moffatt (dir.), *“Other” Voices: Historical Essays on Saskatchewan Women*, Regina, Canadian Plains Center, p. 41-59.
- KATTAN, Naïm (1969). « L'immigrant de langue française et son intégration à la vie canadienne », *Écrits du Canada français*, n° 25, p. 173-247.
- La Lettre* (1995). N° 10 (juin-octobre), p. 3.
- LACASSE-GALE, Suzanne, et Peter N. MOOGK (1983). « Heer, Louis-Chrétien de », dans Frances G. Halpenny et Jean Hamelin (dir.), *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. V, *De 1801 à 1820*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, p. 458-459.
- LALONDE, André N. (2004). « Défendre la langue française au XX<sup>e</sup> siècle : Raymond Denis, un Charentais en politique au Saskatchewan (Canada) », dans Mickaël Augeron et Dominique Guillemet (dir.), *Champlain ou les portes du Nouveau Monde : cinq siècles d'échanges entre le Centre-Ouest français et l'Amérique du Nord*, s. l., Geste éditions, p. 251-254.
- LAPERRIÈRE, Guy (1996-2005). *Les congrégations religieuses : de la France au Québec 1880-1914*, 3 tomes, Québec, Les Presses de l'Université Laval.
- LAPIERRE, André (éd.) (1982). *L'Ontario français du Sud-Ouest : témoignages oraux*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa.
- LAPOINTE, Richard (1987). *La Saskatchewan de A à Z*, Regina, Société historique de la Saskatchewan, p. 57-58.
- LE BIHAN, Jean (1997). « Enquête sur une famille bretonne émigrée au Canada (1903-1920) », *Prairie Forum*, vol. 22, n° 1 (printemps), p. 73-101.
- LE BIHAN, Jean (1998). « L'émigration vers le Canada au début du XX<sup>e</sup> siècle : le témoignage de la jeune Scaëroise Marguerite Carduner (1893-1963) », *Bulletin*, Société archéologique du Finistère, tome 127, p. 351-360.

- LÉVESQUE, Benoît (1975). « Les communautés religieuses françaises au Québec : une émigration utopique ? 1837-1876 : étude de sociologie historique », dans Bernard Denault et Benoît Lévesque (dir.), *Éléments pour une sociologie des communautés religieuses au Québec*, Sherbrooke, Université de Sherbrooke, p. 119-192.
- LINTEAU, Paul-André (1997). « Le Québec et les grands ensembles linguistiques et culturels : les rapports avec la France et les États-Unis depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle », *Zeitschrift für Kanada-Studien*, 17<sup>e</sup> année, vol. 32, n<sup>o</sup> 2, p. 19-35.
- MAGORD, André (2002). « L'établissement marginal d'une communauté française en Amérique du Nord », dans André Magord (dir.), *Les Franco-Terreneuviens de la péninsule de Port-au-Port : évolution d'une identité franco-canadienne*, Moncton, Chaire d'études acadiennes, Université de Moncton, p. 21-27.
- MAXWELL, Thomas (1977). *The Invisible French: The French in Metropolitan Toronto*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press.
- MCCALLA, Douglas (1987). « Quetton St George, Laurent », dans Frances G. Halpenny et Jean Hamelin (dir.), *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. VI, *De 1821 à 1835*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, p. 687-690.
- MOOGK, Peter N. (1987). « Puisaye, Joseph-Geneviève de, comte de Puisaye », dans Frances G. Halpenny et Jean Hamelin (dir.), *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. VI, *De 1821 à 1835*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, p. 682-685.
- PAINCHAUD, Robert (1987). *Un rêve français de peuplement de la Prairie*, Saint-Boniface, Éditions des Plaines.
- PÉNISSON, Bernard (1985). « L'émigration française au Canada (1882-1929) », dans Nicole Fouché (dir.), *L'émigration française : études de cas : Algérie, Canada, États-Unis*, Paris, Publications de la Sorbonne, p. 51-106.
- PÉNISSON, Bernard (1986a). *Henri d'Hellencourt : un journaliste français au Manitoba (1898-1905)*, Saint-Boniface, Éditions du Blé.
- PÉNISSON, Bernard (1986b). « Un siècle d'immigration française au Canada (1881-1980) », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 2, n<sup>o</sup> 2 (novembre), p. 111-125.
- PICHETTE, Robert (2004). « Un pionnier politique de l'Acadie : Auguste Renaud », *La Société historique acadienne : les Cahiers*, vol. 35, n<sup>o</sup> 3 (juillet-septembre), p. 113-120.
- PORTES, Jacques (1977). « "La Capricieuse" au Canada », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 31, n<sup>o</sup> 3 (décembre), p. 351-370.
- PRÉVOST, Philippe (1994). *La France et le Canada : d'une après-guerre à l'autre (1918-1944)*, Saint-Boniface, Éditions du Blé.

PYÉE, Audrey (2005). *La terre promise : migration de France vers Notre-Dame-de-Lourdes et Saint-Claude, Manitoba, 1890-1914*, thèse de doctorat, Toronto, Université York.

ROBINET, Jules (s. d.). *Histoire de la famille Robinet*, s. l. Texte dactylographié.

SAVARD, Pierre (1970). *Le consulat général de France à Québec et à Montréal de 1859 à 1914*, Québec, Les Presses de l'Université Laval.